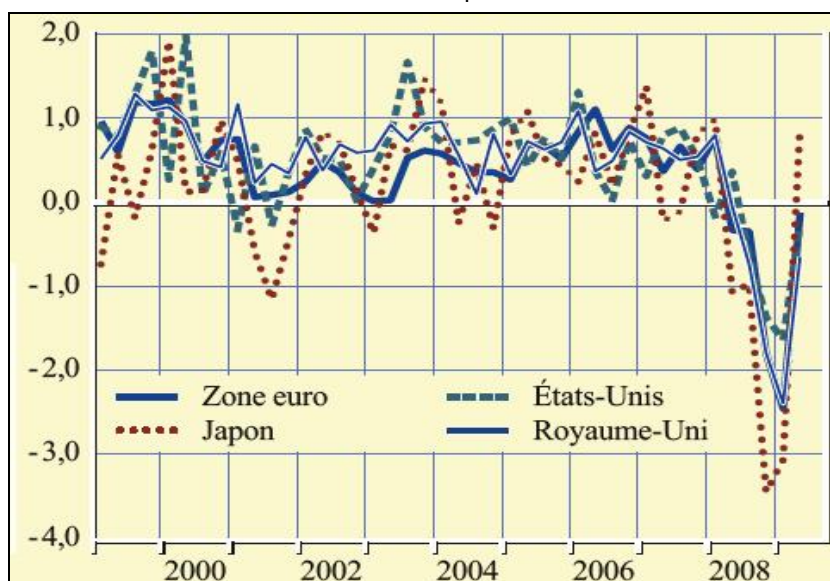


Capitalisme : vers une régulation chaotique

Michel Husson¹, septembre 2009

« La prospérité est au coin de la rue ». Cette fière devise attribuée, au plus fort de la crise des années 30, à Herbert Hoover, alors président des Etats-Unis, est à nouveau d'actualité. Il fallait évidemment s'y attendre : le moindre frémissement de la conjoncture allait être interprété comme le signal du début de la fin de la crise. Un trimestre de croissance non négative a suffi pour que les traders et leurs bonus redémarrent. En France, l'institut patronal Rexecode souligne que « l'ajustement à la baisse des effectifs dans la phase récessive actuelle a été plus faible que celui qui avait été observé dans des précédentes phases récessives »². Cet optimisme de façade était lui aussi prévisible. Il y a six mois, nous écrivions ceci : « on peut parier à l'avance que le premier trimestre à croissance zéro sera célébré comme le signe d'un retour à la normale »³. Mais nous ajoutions immédiatement que « cet espoir sera de courte durée et, une fois dissipés les effets des plans de relance, on s'apercevra que l'on n'est pas vraiment sorti de la crise ». Nous en sommes là, à la fin de la récession technique⁴ et au début de la phase intermédiaire de la « mini-reprise » (graphique 1). En réalité, la crise ne fait que commencer.

Graphique 1
Croissance de la production



variations trimestrielles en %

Source : bulletin mensuel de la BCE, septembre 2009,

<http://gesd.free.fr/bcem99.pdf>

¹ <http://hussonet.free.fr>

² Rexecode, *Les tendances de l'emploi en France et en Europe à la mi-2009*, juillet 2009, <http://gesd.free.fr/rexecod9.pdf>

³ Michel Husson, « Business as usual ? », *Regards*, mars 2009, <http://hussonet.free.fr/basusual.pdf>

⁴ pour des données récentes sur la conjoncture, voir *Quelles sont les perspectives économiques pour les pays de l'OCDE ? Une évaluation intérimaire*, OCDE, 3 septembre 2009, <http://gesd.free.fr/ocdint9.pdf>

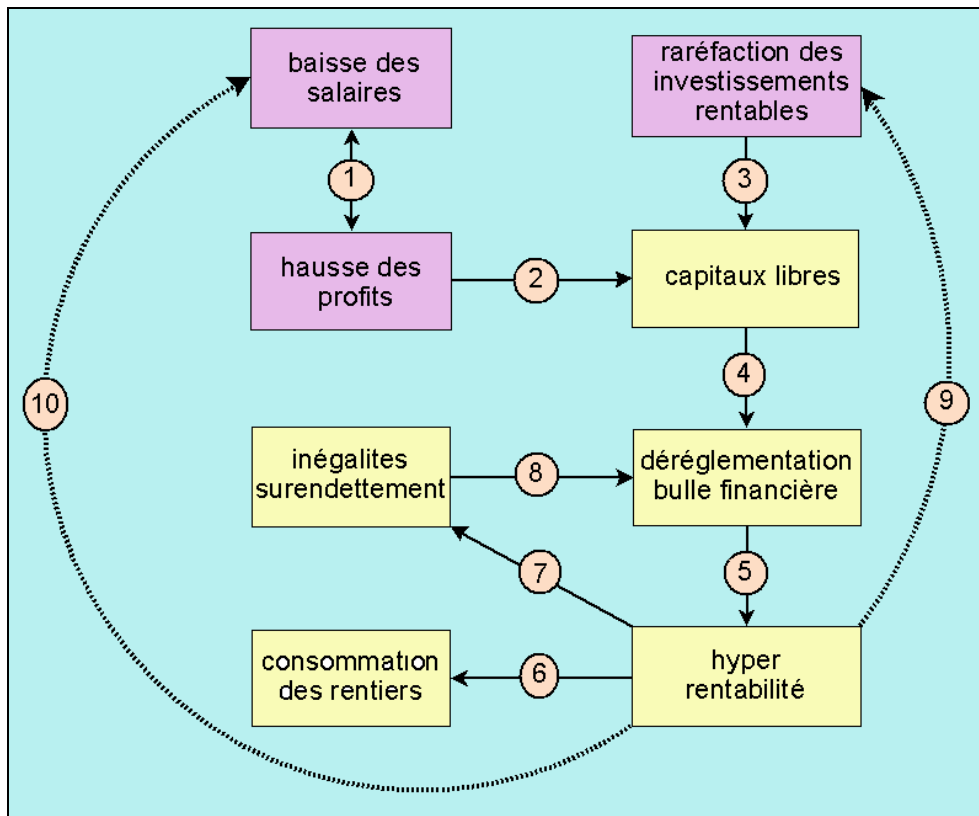
Le fonctionnement du capitalisme avant la crise

On s'appuie ici sur une analyse du fonctionnement du capitalisme contemporain dont il convient de rappeler au préalable les principales articulations. Elles sont illustrées par le schéma 1 ci-dessous et peuvent être ainsi résumées :

- le taux de profit se rétablit sur la base d'un recul généralisé de la part salariale (1)
- ce rétablissement du taux de profit ne conduit pas à un surcroît d'accumulation mais au dégagement de capitaux libres (2) en raison de la raréfaction des occasions d'investissement rentables (3)
- ce mouvement est rendu possible par la déréglementation et conduit à des bulles financières (4) et à l'élévation des normes de rentabilité (5)
- cette hyper-rentabilité financière crée une couche de rentiers dont la consommation compense en partie la stagnation de la demande salariale (6). Elle a pour contrepartie le creusement des inégalités et le recours au surendettement des salariés (7).
- ce schéma se renforce lui-même : le surendettement conduit à une déréglementation permanente par la création de nouveaux produits financiers (8) tandis que l'élévation des normes de rentabilité réduit encore les occasions d'investissements rentables dans la sphère productive (9) et exerce une pression renouvelée sur les salaires (10).

Encadré 1

Un schéma d'interprétation du fonctionnement du capitalisme contemporain



La crise actuelle vient frapper deux caractéristiques essentielles de ce modèle de croissance, à savoir le recul à peu près universel de la part des richesses revenant aux travailleurs et la formation de profonds déséquilibres internationaux, notamment entre la première puissance mondiale, les Etats-Unis, et le reste du monde. Sur cette base, s'est développée la finance qui a eu pour fonction d'assurer la reproduction d'ensemble en recyclant les profits financiers, en alimentant le surendettement et en finançant les déficits.

Ce régime d'accumulation était une réponse à la récession généralisée de 1974-1975 qui avait mis au terme aux arrangements précédents, dits « fordistes », qui étaient au contraire fondés sur un partage stabilisé de la valeur ajoutée et sur le dynamisme de la demande des salariés. Le capitalisme a trouvé une issue à travers la mise en place du modèle néolibéral dont les évidentes contradictions ont été « gérées » par la mondialisation et par la financiarisation de l'économie. En réalité, ces contradictions ont seulement été étalées dans le temps, mais au prix d'une accumulation de tensions qui ont finalement conduit à l'implosion en 2008. Rétrospectivement, la finance a été l'instrument principal de l'étalement dans le temps de ces contradictions.

Il n'y a au fond que deux manières pour le capitalisme de fonctionner : « à la Keynes », comme pendant les « Trente Glorieuses », ou « à la libérale » comme il le fait depuis le grand tournant des années 80. Cette analyse a plusieurs implications que l'on peut résumer sous forme de trois thèses que l'on cherchera à étayer dans ce qui suit :

1. le retour au « keynésianisme » des « Trente glorieuses » est impossible ;
2. la seule issue est donc l'approfondissement du modèle néolibéral ;
3. mais ce modèle ne peut plus fonctionner, et le capitalisme est dans une impasse.

Menaces persistantes sur le système financier

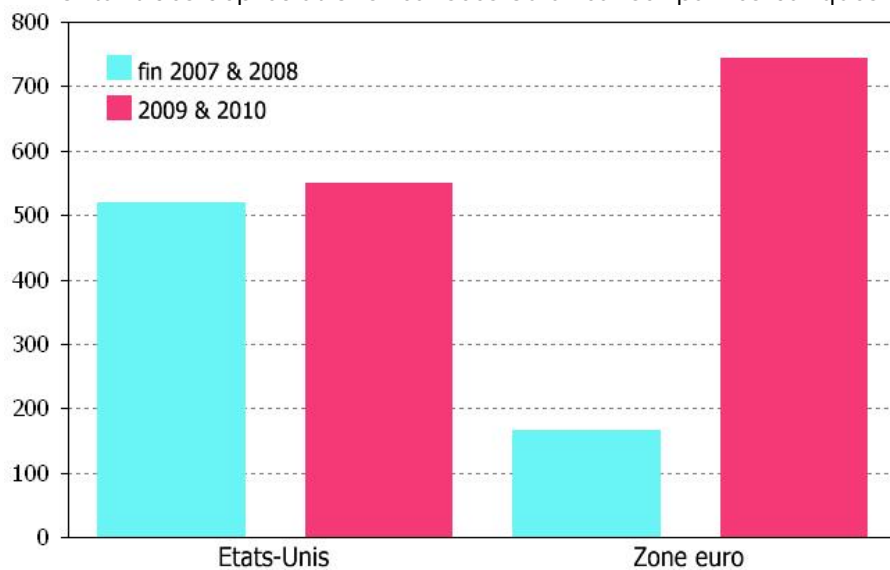
Il faut d'abord souligner que « *les inquiétudes à propos de la santé du système bancaire ne se sont pas totalement évanouies* » comme le souligne l'OCDE⁵ après avoir pointé les facteurs d'amélioration : « *La baisse du loyer de l'argent sur les marchés monétaires, le rétrécissement des écarts sur obligations de sociétés, le regain d'activité sur les marchés d'actions et une certaine modération dans le resserrement des conditions d'accès aux prêts bancaires ont favorisé une nette amélioration du contexte financier en général* ». Le rétablissement des banques - sur le dos des finances publiques dans l'immédiat et des travailleurs demain - ne lève donc pas toutes les incertitudes quant à la stabilité du système financier.

Plusieurs types de risques subsistent. Le premier est une rechute de la crise bancaire. L'actif des banques continue en effet à comporter une masse de titres toxiques et de créances douteuses, et cette situation peut être encore aggravée par la débâcle financière des ménages et par les faillites d'entreprises à venir. Pour ne prendre qu'un exemple, les rachats d'entreprises à crédit (LBO, *Leveraged Buy Out*) sont évalués à 60 milliards d'euros dans les comptes des banques françaises, dont une bonne partie risque de partir en fumée. Dans la zone euro, les banques sont en retard par rapport à leurs homologues des Etats-Unis en ce qui concerne les dépréciations qui leur restent à enregistrer dans leurs bilans (graphique 2). Un certain nombre de pays européens sont menacés par une quasi-faillite, publique (monnaie et budget) ou privée (banques des nouveaux Etats membres).

⁵ OCDE, *Perspectives économiques : une évaluation intérimaire*, 2009, déjà cité.

Graphique 2

Montant des dépréciations réalisées ou à réaliser par les banques



en milliards de dollars

Source : Guillaume Duval, « Les banques restent toujours fragiles », *Alternatives Economiques* n°283, Septembre 2009, <http://gesd.free.fr/fragibk.pdf>

Le second risque est le retour des banques à leur comportement spéculatif et à la fabrication de nouvelles bulles. Martin Wolf, le célèbre chroniqueur du *Financial Times*, n'hésite pas à écrire que le système financier qui émerge aujourd'hui de la crise est « encore pire que celui qui l'avait provoquée »⁶. Les établissements bancaires qui ont survécu à la crise « forment un oligopole de monstres financiers trop gros et trop interconnectés pour sombrer. Et ils ont gagné (...) parce que ce sont eux qui ont reçu les soutiens les plus importants. On imagine sans peine comment ils vont se comporter quand on considère tous les dispositifs qui incitent à la prise de risque ».

Il faut bien comprendre que les simulacres de « régulation » ne suffiront pas à empêcher de tels excès : « Autant se préoccuper d'aligner les transats sur le pont du Titanic : parfaitement futile » nous prévient joliment Martin Wolf qui met les pieds dans le plat : « Laisser les établissements financiers être gérés dans l'intérêt d'actionnaires qui n'apportent que 3 % des fonds destinés à être prêtés est pure folie. Et essayer d'aligner les intérêts des gestionnaires sur ceux des actionnaires est encore plus dément. Vu leur structure capitalistique actuelle, les grands établissements financiers sont une véritable incitation à jouer avec l'argent des contribuables ».

L'intérêt de cette analyse décapante est de pointer les deux grands obstacles à la mise en place d'une véritable régulation de la finance. La première est qu'elle suppose un large accord des grandes puissances auquel les Etats-Unis ou le Royaume-Uni ne sont évidemment pas prêts à se rallier. Cela permet de mieux comprendre le jeu de rôle de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel qui feignent d'élever leurs exigences en sachant par avance qu'elles se heurteront à une fin de non-recevoir. C'est la même comédie qu'avec les traders : on voudrait bien limiter leurs bonus, mais si on est les seuls à le faire, c'est la fuite des « cerveaux » assurée.

⁶ Martin Wolf, « Contrer la récidive bancaire », *Le Monde*, 1er septembre 2009, <http://gesd.free.fr/wolf1909.pdf>

Mais il existe une autre difficulté d'ordre technique que Martin Wolf énonce ainsi : « *exiger aujourd'hui des ratios de fonds propres nettement plus importants mettrait en péril le rétablissement de l'économie* ». La contradiction est alors la suivante : soit on régule immédiatement au risque de bloquer le système ; soit on choisit une « *transition de longue durée* » comme le propose Wolf, mais cela revient à remettre la régulation aux calendes grecques.

La même contradiction peut être repérée du côté des Banques centrales. D'un côté, il leur a fallu inonder l'économie de liquidités pour empêcher la machine de s'enrayer complètement. En ce sens, elles ont contribué à éloigner le risque de dépression. Mais, d'un autre côté, elles alimentent la prochaine bulle parce que ces liquidités disponibles vont se reconvertir en outils de spéculation sur les matières premières ou sur les permis d'émission⁷. Le dilemme est alors le suivant : soit laisser le robinet ouvert au risque d'une nouvelle bulle, soit le contrôler, au risque de bloquer la reprise. C'est, pour Jean-Claude Trichet, le président de la BCE : « *le risque le plus redoutable* » qui réside dans la tentation « *de fonder trop d'espoirs sur les timides signes de reprise apparus depuis le printemps et de procéder de façon prématurée à la mise en œuvre des stratégies de sortie de crise: resserrement de la liquidité, remontée des taux et restriction budgétaire* »⁸.

Faute d'avoir procédé aux nationalisations qui auraient permis de tout mettre à plat, les dirigeants des institutions du capitalismes se trouvent ainsi confrontés à un redoutable problème de guidage et de calendrier. Ils sont en effet écartelés entre deux objectifs contradictoires : assainir rapidement le système, mais ne pas casser la petite reprise en cours. Cette contradiction étant insoluble, il y a là un premier élément de la régulation chaotique à venir, auxquels s'ajustent d'autres éléments plus structurels.

Ce qui n'est plus possible

L'un des principaux moteurs de l'économie mondiale a été, depuis au moins 10 ans, la consommation des ménages des Etats-Unis. En 2007, elle représentait environ 15 % du Pib mondial exprimé en parité de pouvoir d'achat (9826 milliards de dollars pour un Pib mondial de 65490 milliards) et elle avait des effets d'entraînement importants sur l'ensemble de l'économie mondiale.

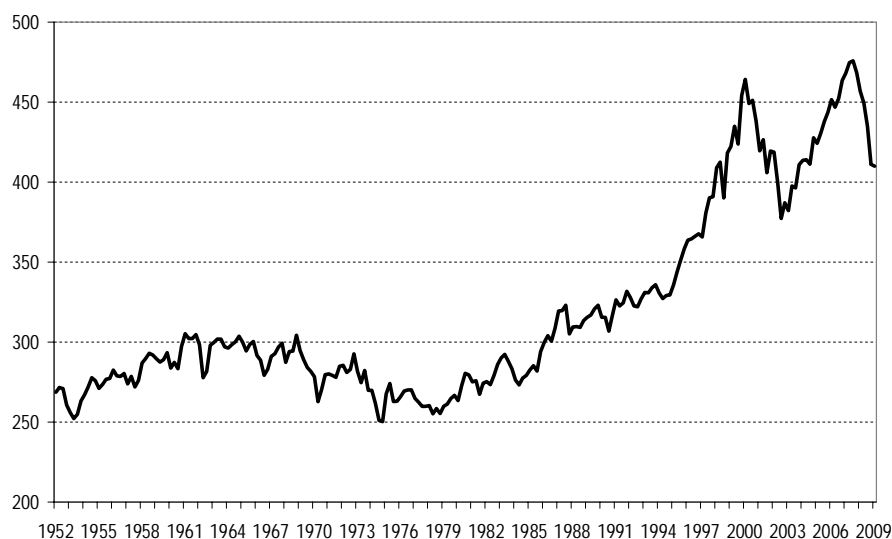
Cette surconsommation fondée sur une baisse régulière du taux d'épargne et sur le recours au surendettement ne peut être reconduite après la crise. Mais il reste beaucoup de chemin à parcourir pour dégonfler la bulle financière. Aux Etats-Unis, le total des actifs financiers représente encore 4 fois le Pib au premier trimestre 2009, et ce ratio est encore au même niveau qu'il atteignait en 1998, au tout début de la bulle Internet (graphique 3). La « définanciarisation » est amorcée avec la hausse récente du taux d'épargne, mais elle conduit à une nouvelle contradiction puisqu'une moindre consommation pour un revenu donné signifie aussi une croissance moins dynamique pour l'ensemble de l'économie⁹.

⁷ Rachel Morris, « *Could Cap and Trade Cause Another Market Meltdown?* », *Mother Jones*, June 8, 2009, <http://gesd.free.fr/rm9.pdf>

⁸ Jean-Claude Trichet, conférence de presse du 2 juillet 2009, <http://tinyurl.com/trichet79>

⁹ pour une discussion détaillée de ce point, voir Michel Husson, « *Chine-USA : les lendemains incertains de la crise* », *Nouveaux Cahiers Socialistes* n°2, Montréal, septembre 2009, <http://hussonet.free.fr/chimeri.pdf>

Graphique 3
Actifs financiers en % du Pib - Etats-Unis 1952-2009



Source : Federal Reserve, Flow of Funds ; Bureau of Economic Analysis

Une réorientation est donc nécessaire, dont Lawrence Summers, le conseiller économique d'Obama, a tracé les grandes lignes dans une conférence récente : « *L'économie américaine reconstruite doit être plus orientée vers l'exportation et moins vers la consommation, plus orientée vers l'environnement et moins vers les énergies fossiles, plus orientée vers les bio-technologies et les logiciels et moins vers les techniques financières, plus orientée vers la classe moyenne et moins vers une croissance des revenus qui favorise de façon disproportionnée une très petite partie de la population* »¹⁰.

Mais pour que les exportations puissent prendre le relais de la consommation comme moteur de la croissance, il faudrait encore que les exportations mondiales retrouvent leur dynamisme antérieur pour créer les débouchés nécessaires. Cela suppose un changement symétrique du mode de croissance de nombreux pays : si les Etats-Unis réduisent leur déficit, alors « *des pays comme la Chine, et probablement aussi l'Allemagne et le Japon, ne seront plus en mesure de dégager des excédents [et donc] de s'appuyer sur une croissance tirée par les exportations. Ils devront trouver des moyens d'élargir la demande intérieure de manière durable et substantielle* »¹¹. Or, pour le moment au moins, cette stratégie des Etats-Unis n'est pas compatible avec celle de nombreux autres pays. En d'autres termes, les principales puissances ne peuvent toutes adopter la même stratégie de croissance tirée par les exportations, et cela vaut aussi pour l'Allemagne vis-à-vis du reste de l'Europe.

Une autre possibilité passerait par l'amélioration de la compétitivité des exportations US, obtenue grâce à une dévaluation accrue du dollar. Mais celle-ci aurait à son tour des effets récessifs, notamment sur l'économie européenne. Bref, c'est bien toute la configuration de l'économie mondiale qui est remise en cause. L'incertitude la plus grande pèse désormais sur la trajectoire du dollar et sur le financement par le reste du monde du déficit US (qui recommencera à se creuser en cas de redémarrage de la

¹⁰ Lawrence H. Summers, *Rescuing and Rebuilding the US Economy: A Progress Report*, 17 juillet 2009, <http://tinyurl.com/lsexpor>

¹¹ Fred Bergsten and Arvind Subramanian, « America Cannot Resolve Global Imbalances on Its Own », *Financial Times*, August 19, 2009, <http://tinyurl.com/bergft9>

croissance aux Etats-Unis). Vice versa, un recentrage de l'économie chinoise réduirait ses excédents mais aussi ses importations dont une grande partie est induite par ses exportations. Et ses besoins croissants en importations énergétiques vont également peser sur ses excédents, voire même sur sa croissance¹².

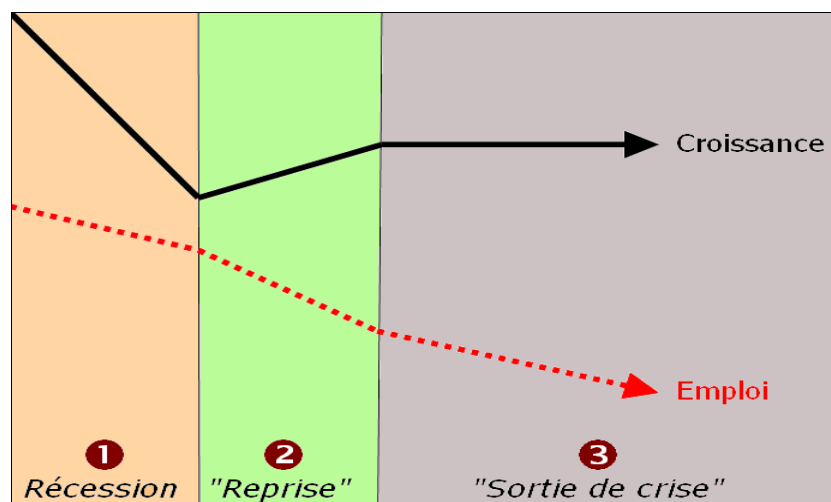
Derrière les grands discours sur la coordination, l'Europe est en train d'imploser en tant qu'entité économique. Le processus de fractionnement européen avait commencé bien avant la crise ; il franchit un seuil nouveau dans la mesure où les différents pays de l'Union sont inégalement frappés par la crise, en fonction du poids relatif de la finance, de l'immobilier et de l'automobile, et de leur mode d'insertion dans le marché mondial. Une véritable politique économique coordonnée est donc hors d'atteinte, d'autant plus que l'Union européenne s'est volontairement privée des institutions qui permettraient de la mener : pas de budget, pas de politique de change, pas de coordination fiscale. L'Europe de la concurrence est logiquement condamnée au chacun pour soi et l'on assiste à une véritable débâcle du mode de construction choisi. Tout cela non plus ne peut être réglé en quelques mois et nécessiterait une refondation complète du mode de fonctionnement de l'Union.

La trajectoire de la crise

Si, comme on vient de le montrer, des éléments essentiels du fonctionnement antérieur du capitalisme ont été ébranlés par la crise, la mini-reprise actuelle ne saurait préfigurer un retour à la case départ. Il faut plutôt la concevoir comme une phase de transition vers une régulation chaotique du capitalisme. Cette trajectoire probable peut être résumée autour de deux variables clé, la croissance et l'emploi (graphique 4).

La phase 1, celle de la récession, est pratiquement terminée et on se trouve aujourd'hui au début de la phase 2, qui est celle de la « reprise » (les guillemets sont importants).

Graphique 4
De la récession à la « sortie de crise »



¹² voir Minqi Li, « Peak Energy and the Limits to China's Economic Growth », Political Economy Research Institute Working Paper, November 2008 <http://tinyurl.com/minqili8>

La « reprise » bénéficie à plein des divers dispositifs de soutien de l'activité, et d'un relatif - et provisoire - desserrement des contradictions de l'économie mondiale (tableau 1). Outre les éléments de reprise technique (reconstitution des stocks puis des capacités de production), la conjoncture va bénéficier de l'effet des plans de relance ainsi que des « stabilisateurs sociaux ». Ce terme désigne les dispositifs (honnis par les néolibéraux) qui freinent les licenciements (chômage partiel) et complètent le pouvoir d'achat des ménages, empêchant ainsi la demande de plonger encore plus. Le ralentissement de l'économie a en outre fait baisser le prix des matières premières. Tous ces facteurs contribuent à soutenir l'activité économique et semblent avoir réussi à inverser le mouvement à la baisse et donc à éviter l'économie mondiale de s'enfoncer dans la dépression.

Tableau 1
De la mini-reprise à la non-sortie de crise

	Phase 2 « Reprise »	Phase 3 « Sortie de crise »
<i>Facteurs conjoncturels</i> • plans de relance • stabilisateurs sociaux • prix des matières premières	soutien à l'activité	<i>Epuisement des effets positifs</i> • rééquilibrage budgétaires • licenciements et austérité salariale • hausse du prix du pétrole
<i>Contradictions structurelles</i> • répartition des revenus • déséquilibres internationaux • fractionnement européen	faible intensité	<i>Durcissement</i> • blocage de la demande • fin du surendettement aux Etats-Unis • concurrence intra-européenne accrue
<i>Croissance</i>	petit rebond	stabilisation-stagnation
<i>Emploi</i>	baisse contenue	ajustement brutal

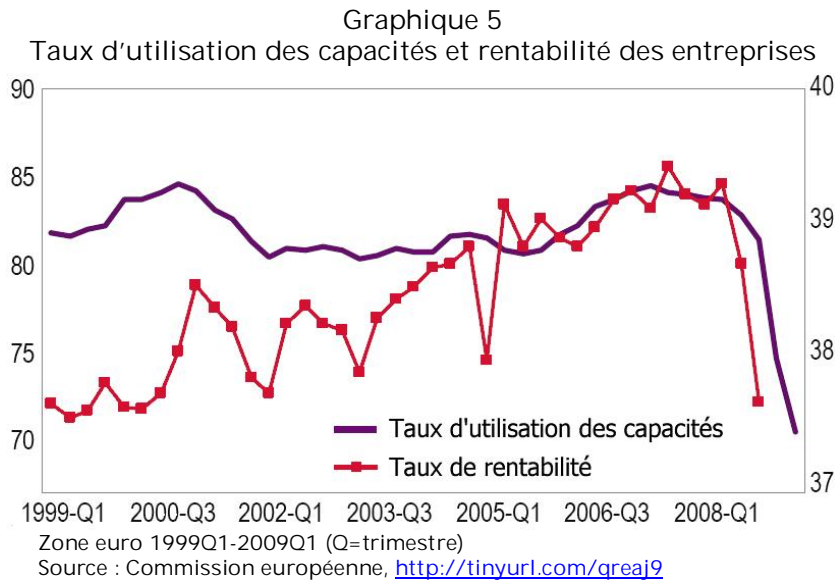
Dans le même temps, les contradictions structurelles ne s'exercent qu'avec une intensité relativement faible. La répartition des revenus évolue en faveur des salariés, dans la mesure où l'emploi ne s'est pas intégralement ajusté à la baisse de la production, faisant ainsi augmenter les coûts salariaux unitaires. Le taux d'épargne des ménages a sensiblement augmenté aux Etats-Unis et contribué à réduire le déficit commercial US, tandis que le dollar a interrompu sa baisse tendancielle. Enfin, le fractionnement européen, autrement dit la divergence entre les trajectoires économiques des différents pays de l'Union, reste sous contrôle, et les effets de relance mutuelle l'emportent pour l'instant.

Ces diverses tendances vont se manifester de plus en plus nettement pendant une phase de « reprise » dont la durée devrait être relativement courte (deux à trois semestres). Les facteurs conjoncturels positifs vont peu à peu s'épuiser, tandis que les contradictions structurelles tendront à se creuser. La phase de sortie de crise va alors être « plombée » par l'ensemble des problèmes non résolus décrits ci-dessus. Plus concrètement et plus immédiatement, la difficulté à sortir vraiment de la crise va se manifester autour de deux questions-clé : la rentabilité des entreprises et les déficits budgétaires.

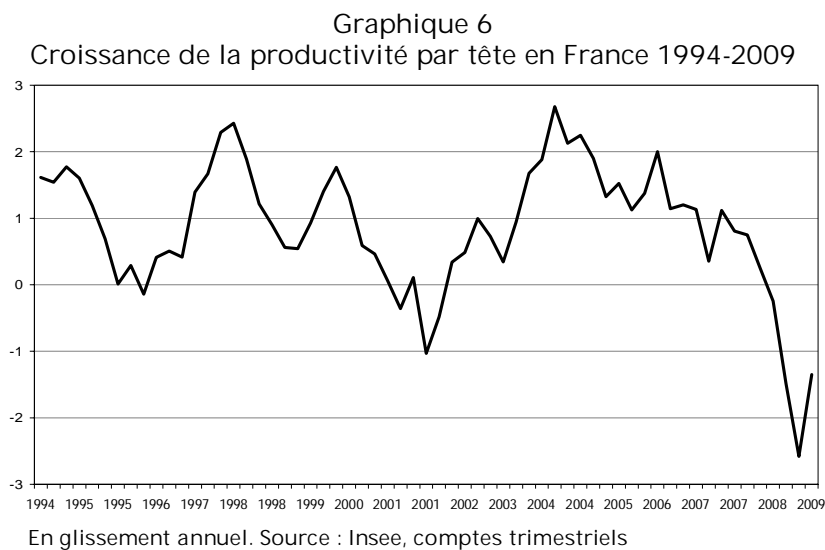
Profit, déficit et croissance : l'impossible équation

Depuis de longues années, le profit exhibe une tendance à la hausse. La crise l'a brutalement interrompue, en même temps qu'elle faisait chuter le taux d'utilisation des capacités. Il y a là deux mécanismes classiques dans toute crise, qu'il est nécessaire d'analyser plus en détail, afin d'en mesurer les implications.

La baisse de la rentabilité des entreprises s'explique par le recul de la part du profit dans leur valeur ajoutée et par la chute du taux d'utilisation des capacités de production. Ce dernier, qui oscillait d'habitude entre 80 et 85 % est tombé à 70 % (voir graphique 5). Autrement dit, les entreprises doivent payer trop d'heures de travail et rentabiliser trop de capital par rapport à une production en baisse.



Le recul du profit est considérable. Ainsi les entreprises du CAC 40 ont vu leur résultat net baisser de plus de la moitié (56,4 %) au premier semestre 2009 par rapport au premier semestre 2008¹³. Cette dégradation s'explique en grande partie par l'évolution de la productivité du travail. Celle-ci a en effet considérablement chuté, jusqu'à 2,5 % dans le cas français (graphique 6) mais le constat est qualitativement le même dans la plupart des pays. Il signifie que les effectifs ne se sont que partiellement ajustés au recul de la production. C'est un élément positif, en ce sens qu'il empêche la demande de s'effondrer encore plus.



¹³ *Le Monde*, 2 septembre 2009, <http://gesd.free.fr/cac4091.pdf>

Mais, sous le feu de la concurrence, les entreprises ne vont pas pouvoir tolérer longtemps cette baisse de rentabilité et vont chercher à rétablir leurs profits, soit en ajustant les effectifs, soit en gelant, voire en baissant les salaires. Dans le même temps, les dispositifs tels que le chômage partiel atteindront peu à peu leur limite de validité, de même que les primes à la casse. Cet ajustement de l'emploi et des salaires va alors enclencher une nouvelle boucle récessive par compression du revenu des ménages. Et la faible croissance va tendre encore plus le conflit de répartition entre salaires et profit, d'autant plus que la mini-reprise va faire repartir à la hausse le prix du pétrole, avec une vigueur démultipliée par la spéculation.

C'est ce qu'explique très bien Patrick Artus : « *Si l'exigence de rentabilité du capital reste la même dans les pays de l'OCDE que celle qu'elle était avant la crise, le freinage durable de la croissance imposera aux entreprises de comprimer fortement les coûts salariaux (...) avec les conséquences sociales prévisibles* »¹⁴

Cette contradiction ne peut qu'être aggravée par le retour en force des politiques néolibérales de « réformes ». Dans une récente conférence de presse, Jean-Claude Trichet, avance en ce sens de très claires recommandations : « *il convient d'intensifier de plus en plus les efforts visant à soutenir la croissance potentielle dans la zone euro (...) Il est essentiel d'activer la mise en œuvre des réformes structurelles qui s'imposent. En particulier, les réformes des marchés de produits sont nécessaires pour favoriser la concurrence et accélérer la restructuration et la croissance de la productivité. En outre, les réformes des marchés du travail doivent faciliter un processus approprié de fixation des salaires et la mobilité de la main-d'œuvre entre les secteurs et les régions. Dans le même temps, de nombreuses mesures adoptées ces derniers mois pour soutenir certains compartiments de l'économie devront être annulées progressivement et en temps opportun. Il est essentiel que l'accent soit désormais mis sur le renforcement de la capacité d'ajustement et de la flexibilité de l'économie de la zone euro, conformément au principe d'une économie de marché ouverte dans un régime de libre concurrence* »¹⁵.

La préoccupation de nombreux organismes internationaux est notamment de remettre en cause les mesures prises dans l'urgence de la crise. Ainsi une récente mission du FMI écrit à propos de la zone euro : « *les mesures prises pour soutenir la réduction de la durée de travail et l'augmentation des avantages sociaux - aussi importantes qu'elles soient pour accroître les revenus et maintenir la main d'œuvre sur le marché du travail - devraient être intrinsèquement réversibles* »¹⁶.

L'autre source de tension découle des effets budgétaires des plans de relance : ils ont eu pour contrepartie un gonflement considérable des déficits que les gouvernements vont s'attacher à résorber, parce qu'ils considéreront qu'ils ne sont pas soutenables. C'est ce qu'explique à nouveau Trichet : « *le processus d'ajustement structurel devrait commencer, en tout cas, au plus tard lors de la reprise de l'activité économique. En 2011, il faudra intensifier les efforts d'assainissement : [ils] devront être largement supérieurs à la valeur de référence, de 0,5 % du PIB par an, fixé par le Pacte de stabilité et de croissance. Dans les pays où le déficit public et/ou le ratio de dette publique sont élevés, l'ajustement structurel annuel devrait atteindre au moins 1 % du PIB* »¹⁷.

Il y a deux manières de le faire : réduire les dépenses publiques ou augmenter les impôts. Les politiques libérales consisteront à privilégier la première option, et ce sont les budgets sociaux qui vont alors être dans le collimateur. Mais il faudra sans doute y

¹⁴ Patrick Artus, « S'il n'y a pas baisse de l'exigence de rentabilité du capital, la situation sociale va devenir très tendue aux Etats-Unis, en Europe, au Japon », *Flash Natixis* n°397, septembre 2009, <http://gesd.free.fr/flas9397.pdf>

¹⁵ Jean-Claude Trichet, déjà cité.

¹⁶ FMI, *Déclaration de la mission du FMI sur les politiques mises en œuvre dans la zone euro*, 8 juin 2009, <http://tinyurl.com/fmieuro9>

¹⁷ Jean-Claude Trichet, déjà cité.

ajouter une dose supplémentaire de fiscalité venant peser sur la grande masse de la population et non sur les plus riches. Dans les deux cas, ces mesures vont constituer un nouveau choc de demande qui va peser sur le dynamisme de l'économie.

Vers une régulation chaotique

Il ne s'agit pas ici de prévoir le cours concret du capitalisme dans les années à venir, mais de présenter un tableau d'ensemble des contradictions auxquelles il va se trouver confronté. Il n'est pas inutile de les résumer à nouveau sous forme de « dilemmes ».

1. dilemme de la répartition : rétablissement de la rentabilité vs emploi et demande ;
2. dilemme de la mondialisation : résorption des déséquilibres vs croissance mondiale ;
3. dilemme budgétaire : résorption des déficits vs dépenses sociales
4. dilemme européen : chacun pour soi vs coordination ;

L'expression de « régulation chaotique » n'a d'autre prétention que de souligner qu'il est difficile d'imaginer un modèle capable de résoudre ces dilemmes de manière cohérente, ou plutôt qu'il est hors d'atteinte. Dans l'abstrait, un capitalisme « régulé » pourrait en effet être envisageable. Il reposerait sur cette condition essentielle : qu'il accepte de fonctionner avec un taux de profit inférieur à son « hyper-rentabilité » actuelle. Une autre répartition des revenus conduirait à un recentrage sur le marché intérieur, à une réforme fiscale progressiste et à une refonte des rapports Nord-Sud et de l'Union européenne sur une nouvelle base coopérative. Bien des discours cherchent à propager l'idée que c'est vers ce type de réajustement qu'on se dirige.

Mais cet exercice de régulation-fiction est rendu superflu par l'état des rapports de force sociaux actuels, très éloignés de ce qu'il faudrait pour imposer une telle réforme du capitalisme. Au sein même de la bourgeoisie, les résistances (probablement victorieuses sur l'essentiel) au plan de réforme du système de santé d'Obama en constituent une bonne illustration. Tout indique par ailleurs que les gouvernements ne sont disposés qu'à des mesures cosmétiques visant certains secteurs très restreints de la finance, pour mieux préserver l'essentiel. Cette crise aura permis de mesurer l'emprise de la finance sur les gouvernements à travers le monde. La nationalisation, qui aurait été le seul moyen de décortiquer la montagne de dettes qui s'est écroulée et de maîtriser en toute clarté l'assainissement du système financier a été universellement repoussée. En France, le milliard d'euros provisionné par BNP-Paribas pour ses traders symbolise le grand scandale de la rentrée : partout à travers le monde, on constate que les banques rétablissent leurs profits et que les Bourses commencent à remonter même si c'est de manière hésitante.

Tout se passe comme si les Etats avaient amorti, sous forme d'un endettement public massif, les effets de la déroute sur le système. Et le projet est évidemment, dans un deuxième temps, de reporter cette charge sur les contribuables et sur les budgets sociaux. Jamais la nature de classe de l'Etat n'est apparue avec autant de clarté.

On pourrait imaginer aussi que les entreprises réagissent en étalant la restauration de leurs profits dans le temps. Ce ne serait pas absurde de leur point de vue : ce qu'ils gagneront en profit par un rétablissement brutal de leurs marges (par licenciements et gel des salaires), ils risquent de le perdre en débouchés, par chute de la consommation. Mais il se trouve que la réaction optimale, même de leur point de vue, est hors d'atteinte, en raison de la loi de la concurrence capitaliste que le néolibéralisme a libéré de toute possibilité de contrôle. Dans ces conditions, il y aura toujours une entreprise - ou un pays - pour choisir la voie de l'ajustement rapide qui leur donnera un avantage immédiat sur leurs concurrents, qui seront alors forcés de suivre. Les outils d'une coordination interétatique qui permettraient d'encadrer ce phénomène n'existent pas, ni au niveau européen ni, *a fortiori*, au niveau mondial.

Tout ce que la bourgeoisie peut offrir aujourd'hui, c'est donc un gigantesque simulacre de régulation, à coup de grands discours ou de sommets illusoire. Patrick Artus ne discerne aucun signe « *que le pouvoir relatif des actionnaires et des salariés (...) soit modifié ; qu'il apparaisse beaucoup d'investisseurs à long terme qui ne soient pas en concurrence pour les performances à court terme ; qu'il y ait moins d'investisseurs (...) saisissant les opportunités de gains spéculatifs immédiats* » et il en conclut qu'est « *donc encore très éloigné* » un « *capitalisme non financier, qui serait centré sur l'investissement à horizon de long terme dans les projets efficaces, et dans lequel les entreprises seraient gérées en fonction des intérêts de multiples groupes et non seulement des actionnaires* »¹⁸. Artus se déclare même choqué « *par le retour indifférencié des investisseurs sur les mêmes classes d'actifs (crédit, émergents, matières premières, devises liées aux matières premières, livre sterling, valeurs cycliques et financières) dès que l'aversion pour le risque diminue et que quelques signes d'amélioration de l'économie apparaissent* »¹⁹.

Ce n'est donc pas faire preuve d'un pessimisme excessif, mais plutôt de lucidité, que de dire que le pire est à venir. Le capitalisme est acculé dans une impasse dont il ne peut sortir qu'en renforçant encore les processus de régression sociale nécessaires pour conserver l'ordre social existant. Les effets de la crise sont déjà désastreux, et notamment dans les pays du Sud. Dans son dernier rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement, l'ONU souligne que « *les crises économiques et alimentaires mettent en péril les récentes avancées dans le domaine de l'éradication de la faim et de la pauvreté* »²⁰. Mais, au-delà de ces effets immédiats de la crise, les intérêts sociaux dominants vont tout faire pour rétablir le fonctionnement du capitalisme antérieur à l'éclatement de la crise. C'est logique et en même temps absurde : cette voie est en effet durablement bouchée parce que ses conditions de viabilité ont été détruites par la crise financière. Telle est la contradiction majeure de la période qui s'ouvre et voilà pourquoi il est légitime d'évoquer une régulation chaotique.

Retour à la croissance ?

A partir du milieu des années 1990, la croissance a été dopée par la hausse de l'endettement et la mondialisation. Or, calcule Patrick Artus, le supplément de croissance ainsi obtenu a été effacé par la crise : « *le PIB mondial recule avec la crise de tout ce qu'il avait gagné avec le crédit et la globalisation* »²¹. C'est une manière comme une autre d'illustrer la nature particulière de cette crise et une occasion de la mettre brièvement en perspective. L'idée centrale est ici que la mondialisation et la financiarisation ont permis d'étaler l'effet des contradictions non résolues du capitalisme. La récession de 1974-75 n'a été surmontée qu'au prix d'expédients et de régressions qui ont permis de reculer les échéances. Le système se retrouve en quelque sorte à la case départ, mais la différence est qu'il a épuisé ses munitions. C'est en ce sens que l'on peut dire qu'il est dans l'impasse, parce qu'il n'a pas d'autre choix que de tenter de renouer avec des comportements qui sont ceux-là mêmes qui ont débouché sur cette grande crise.

¹⁸ Patrick Artus, « Disparition du "capitalisme financier" après la crise ? » *Flash Natixis* n°376, 28 août 2009, <http://gesd.free.fr/flas9376.pdf>

¹⁹ Patrick Artus, « Le chien de Pavlov et les investisseurs », *Special report* n°253, Natixis, septembre 2009, <http://gesd.free.fr/flar9253.pdf>

²⁰ ONU, *Rapport 2009 sur les Objectifs du Millénaire*, <http://tinyurl.com/onumill9>

²¹ Patrick Artus, « Reste-t-il quelque chose du supplément de croissance dû à la mondialisation et au crédit ? », *Flash Natixis* n°395, septembre 2009, <http://gesd.free.fr/flas9395.pdf>

La logique du capitalisme est de renouer à tout prix avec la croissance et, dès lors qu'il s'agit d'analyser son fonctionnement, il est légitime de prendre en compte ce critère. Mais il entend dans le même temps maintenir le niveau exceptionnel de rentabilité qu'il a atteint, et c'est en quoi il se fixe une tâche impossible. Le retour de la croissance est incompatible avec l'actuelle répartition des revenus qui est la condition de profits élevés mais bride la croissance.

La question qui se pose alors est de savoir si ce constat débouche automatiquement sur un programme réformiste proposant une sorte de compromis où le capitalisme échangerait une meilleure répartition (pour les salariés) en échange d'une croissance soutenue, moyennant une compression des revenus financiers. C'est le procès qui nous est fait par Denis Collin qui écrit ainsi : « *Les thèses sous-consommationnistes sont très largement admises à gauche. Même les plus radicaux comme Alain Bihr ou Michel Husson considèrent que la crise a pour cause l'excès de plus-value dans le partage entre plus-value et salaire. Bref, si on satisfait les revendications ouvrières en augmentant le pouvoir d'achat, si on redistribue les richesses, on pourra voir redémarrer la machine économique* »²².

Cette manière de poser la question est cependant réductrice, car elle passe à côté d'une des dimensions les plus fondamentales de cette crise, c'est que le capitalisme n'est plus en mesure d'associer un niveau élevé de rentabilité avec la satisfaction de besoins sociaux élémentaires. La répartition actuelle des revenus est déterminée par le critère du profit, en ce sens que la demande salariale n'est pas adéquate parce qu'elle ne correspond plus à des débouchés rentables, comme cela a pu être le cas pendant la période dite « fordiste » définie justement par référence entre une relative adéquation entre demande sociale et normes de rentabilité.

Cette critique ne débouche pas sur un appel nostalgique au retour à la croissance fordiste parce qu'elle s'attache au contraire à montrer pourquoi il est impossible, en raison même du contenu de la demande sociale. Les implications d'une telle critique sont bien différentes : elles consistent à dire qu'il faut mettre la satisfaction des besoins sociaux au poste de commande, même s'ils ne donnent pas lieu à des « occasions d'investissement rentables ». Cela veut donc dire plus concrètement : priorité aux services publics et à la sécurité sociale assurant l'effectivité des droits (santé, logement, etc.) et priorité à la réduction du temps de travail garantissant le plein emploi. Ces perspectives n'impliquent pas en soi un supplément de croissance mais plutôt une modification même du contenu de cette croissance. Mais elles supposent effectivement une modification radicale de la répartition des revenus. Cette réorientation doit évidemment être rendue compatible avec les objectifs réalistes d'une véritable maîtrise du changement climatique. Pour toutes ces raisons, un tel projet se distingue radicalement d'une volonté de faire « redémarrer la machine » à l'identique. Autrement dit, la recherche d'une sortie de crise socialement et écologiquement soutenable passe par le développement de l'anticapitalisme.

²² « Faut-il consommer plus ? », *Le Sarkophage*, juillet 2009, <http://tinyurl.com/collin09>